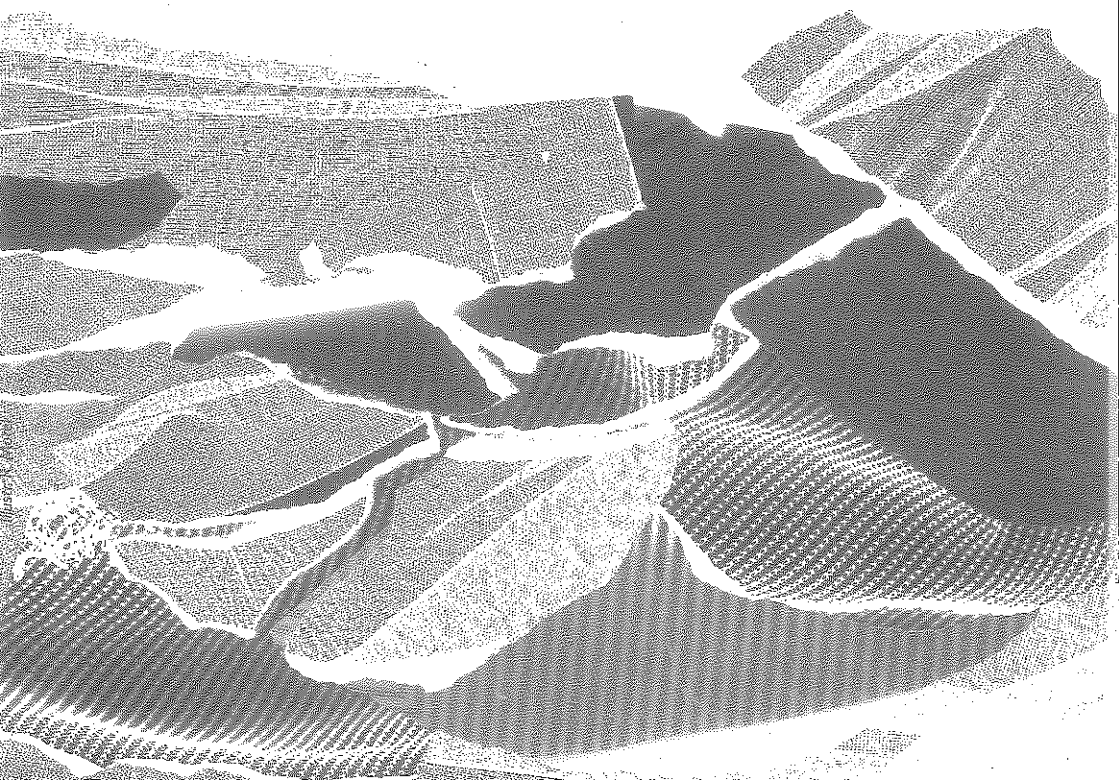


Groupe

initiatives

CICDA
CIEPAC
GRDR
GRET
IRAM
RAFOD
VSF

analyses
et enjeux
communs



analyses et enjeux communs

Nous représentons sept organisations rassemblées dans le Groupe Initiatives pour faire valoir nos points de vue et affirmer dans la pratique une identité commune. Nous sommes dotés d'un bagage d'expériences et d'analyses qui nous permet de témoigner sur les injustices, sur les dysfonctionnements qui en sont les causes, comme sur les INITIATIVES de ceux qui les combattent. Après toutes ces années de travail dans différentes parties du monde, y compris dans notre propre pays, nous voulons faire valoir notre conviction d'un nécessaire renouvellement de l'engagement pour la "coopération et le développement".

● Nous agissons au nom de valeurs et de convictions.

● Nous nous considérons comme des professionnels et des militants. Nous agissons dans le domaine de la "coopération au développement", au nom de valeurs et de convictions, tout en recherchant des méthodes rigoureuses et en assumant le fait d'en avoir fait notre métier.

● Nous avons un positionnement, en particulier du point de vue de nos ressources financières, qui ne nous met pas dans la même situation que les associations caritatives de solidarité, les bureaux d'études ou les institutions de recherche.

● Nous travaillons à la construction concertée de rapports de force capables de bâtir un intérêt général qui prenne en compte les points de vue et les intérêts des groupes sociaux locaux. Pour ce faire, nous agissons souvent en situation d'interfaces ou de médiateurs, entre les institutions publiques dont nous défendons le rôle nécessaire et les populations dont nous cherchons à comprendre, susciter et appuyer les dynamiques d'organisation pour renforcer leur pouvoir de décision et de gestion.

● Nous assumons pleinement les contraintes des politiques publiques, sans toutefois considérer que notre relation avec les instances gouvernementales et inter-gouvernementales soit l'équivalent d'une dépendance qui nous interdise toute distanciation et toute critique. Nous ne sommes pas de simples relais des États ; nous essayons de faire reconnaître l'intérêt pour les pouvoirs publics, d'avoir des interlocuteurs à la fois professionnels et critiques.

● Nous constatons que la libéralisation des échanges et la démocratisation des États masquent des processus de contrôle, de domination et d'enrichissement, par des élites opposées aux logiques de développement et indifférentes aux conséquences structurelles de leur conquête de pouvoir, en termes de dégradations écologiques, de paupérisation et de précarisation de groupes sociaux de plus en plus nombreux.

Les phénomènes de paupérisation touchent maintenant aussi bien le Nord que le Sud.

● Nous nous inquiétons des dérives des politiques de coopération qui s'affichent de plus en plus ouvertement comme une autre façon de conquérir des marchés, considérant que l'intégration dans l'économie mondiale est LA voie du développement et sera bénéfique pour tous.

Nous sommes particulièrement soucieux de constater que les programmes de lutte contre la pauvreté et de bonne "gouvernance" sont surtout motivés par le fait que la mauvaise gestion des fonds publics et l'aggravation des inégalités sociales gênent l'extension des marchés intérieurs au profit des marchandises importées.

Ces évolutions présentent une nouveauté. Les phénomènes de paupérisation et de précarisation touchent maintenant une part importante des populations des pays développés. Ils ne permettent pas pour autant de parler d'analogie entre le "Nord" et le "Sud" ; mais ils imposent de sortir de la dichotomie entre pays développés et sous-développés, pour construire une analyse globale des processus économiques et sociaux actuels et des déplacements des lieux et des modalités de l'accumulation qui les sous-tendent.

Pour autant, les phénomènes de pauvreté et d'exclusion n'ont pas attendu la libéralisation des économies et des échanges des années 80-90. Dans ce domaine, la déconnexion des espaces nationaux n'est pas, loin s'en faut, garante d'un développement économique équitable et équilibré. Dans la majorité des cas, dans les pays développés comme dans les pays en développement, le protectionnisme des années 60-70 a été largement inspiré par les acteurs économiques dominants et a contribué à construire des rentes de situation peu défendables au regard de l'intérêt général. Il n'a pas non plus apporté de garantie automatique du point de vue de la préservation de l'environnement. L'exemple de l'agriculture européenne est là pour témoigner sur ces différents points. L'échec des stratégies d'autosuffisance alimentaire nationale nous interpelle inmanquablement sur la pertinence de stratégies strictement nationales partout dans le monde.

Saisir les opportunités de la mondialisation

La mondialisation représente aussi un nouvel espace d'opportunités...

Si la mondialisation économique bouleverse les sociétés, historiquement mieux organisées pour agir et négocier au niveau local et national, elle représente aussi pour nous un nouvel espace d'opportunités. Que ce soit sur la question des droits de l'Homme et de la démocratie, que ce soit sur les questions de financement des secteurs de l'édu-

... à condition
que ce ne soit
pas la loi
du plus fort
qui s'impose.

cation et de la santé, les questions de protection des ressources naturelles ou de développement local dans les zones fragiles, nous considérons que le respect de la diversité des cultures, des sociétés, des aspirations doit trouver un espace d'expression et de négociation au plan international sans lequel la loi du plus fort continuera d'imposer ses normes, malgré les États. La globalisation des enjeux n'est pas synonyme d'impuissance et de désresponsabilisation.

Tout comme l'État n'est plus aujourd'hui en mesure d'assumer à lui seul les fonctions d'intérêt général et d'être le garant du bien public au plan interne, il ne l'est pas non plus au plan international. Entre le marché et l'État, il y a place pour de nouvelles régulations des conflits et des divergences d'intérêt qui ne peuvent être correctement négociées que si le jeu d'acteurs s'ouvre et se démocratise.

Avec d'autres, nous pensons qu'il faut agir simultanément au niveau local, national et international et développer les réseaux internationaux autour d'enjeux communs, clairement identifiés et capables d'influencer les relations internationales.

Nous sommes loin d'avoir expliqué tous ces phénomènes ; nous n'avons pas de réponse à toutes les questions qui émergent ; nous ne sommes pas non plus les propagateurs d'un nouveau modèle de société. Mais nous voulons, sur la base de nos acquis et de nos interrogations, affirmer la permanence de notre refus des injustices et notre position critique vis-à-vis d'un certain consensus rampant sur l'avenir d'un libéralisme soit disant objectif, mâtiné de croissance, de démocratie, de renforcement de la société civile et de lutte contre la pauvreté.

Connaître les logiques sociales à l'oeuvre dans les "arènes politiques"

● Nous partageons les valeurs humanistes du milieu non gouvernemental ainsi que la notion de partenariat. Elle qualifie la nécessité d'alliances équilibrées entre nous et les acteurs locaux ; elle qualifie également la façon d'appuyer leurs propres capacités à renforcer leur reconnaissance, leur légitimité et leur pouvoir. Le Groupe Initiatives a publié une brochure montrant comment l'appui aux acteurs locaux se traduit dans nos pratiques.

Mais nous savons également que tous les groupes sociaux, même les plus démunis, sont traversés par des clivages, des luttes d'intérêt et des rapports de force. Partout, les groupes locaux sont structurés, complexes et reliés aux espaces nationaux et internationaux ; partout des stratégies diverses s'affrontent selon des rapports de pouvoir. Nous avons appris par ailleurs, qu'aucun groupe social n'est porteur a priori d'un projet politique indiscutable et bon pour tous.

Aucun travail de terrain, ni aucune analyse politique ne peuvent se mener sans une connaissance rigoureuse des différentes logiques sociales à l'oeuvre dans "les arènes politiques locales"¹.

Nous savons que les alliances supposent des "analyses concrètes des situations concrètes", que les conflits peuvent être une façon de progresser et que des relations contractuelles ne sont pas contradictoires avec des relations solidaires quand elle reposent sur la volonté de construction concertée de rapports de force.

● Nous sommes convaincus que l'efficacité et la pertinence d'une stratégie de changement se prouvent dans la pratique et dans la durée. C'est pourquoi nous voulons confronter les discours consensuels aux moyens pour les mettre en oeuvre ; c'est pourquoi également, nous sommes et resterons, des acteurs compromis dans la complexité et l'ambiguïté des "projets de développement" à l'échelle locale.

● Nous sommes aussi des citoyens qui affirmons l'importance de critiquer, de clarifier et d'orienter nos actions par une réflexion de type politique, articulant l'échelle micro de l'action avec une échelle plus globale. Les faiblesses actuelles de cette réflexion font, selon nous, le lit d'une mondialisation fausement conviviale et équitable. Nous voulons faire partie de ceux qui, conjuguant expérimentation et réflexion, entendent renouveler leur métier et leurs alliances pour continuer de donner tout son sens au combat pour plus de justice et de démocratie.

Partout, les
groupes locaux
sont structurés,
partout des
stratégies
diverses s'y
affrontent selon
des rapports de
pouvoir.

¹ selon une expression de J.P. Olivier de Sardan et T. Bierchenk, anthropologues du CNRS et de l'Université de Stuttgart.

Nos activités fournissent des thèmes de réflexions et d'expérimentation qui forgent notre projet commun.

Nous ne faisons pas partie de ceux qui voient dans la mondialisation un phénomène totalement nouveau, ni qui le diabolisent. La mondialisation sert aussi des échanges utiles entre les hommes et des combats dignes d'intérêt.

Toutefois, ce qui rend sa phase actuelle différente et menaçante, c'est la prédominance des enjeux financiers et la nouvelle puissance des mastodontes de la finance, qui ont fait dire à Monsieur Boutros Boutros-Ghali, ancien Secrétaire général des Nations unies : "La réalité du pouvoir mondial échappe largement aux États. Tant il est vrai que la globalisation implique l'émergence de nouveaux pouvoirs qui transcendent les structures étatiques". Ces pouvoirs financiers, au nom de leur conception de la croissance et de leur regard fixé sur les taux d'intérêt, paraissent s'opposer aux rigidités des politiques de plein emploi et à l'inefficacité des politiques de protection sociale.

En tous cas, si cette explication n'est pas suffisante, il faudrait montrer pourquoi la croissance n'est plus productrice d'emplois, ou alors avec une forte précarisation, et pourquoi elle s'accompagne d'une accentuation alarmante des disparités de revenus et de la paupérisation. Non pas de façon conjoncturelle et relative, mais massivement et durablement. Non plus seulement en termes de Nord et de Sud, mais selon une ligne de fracture qui traverse toutes les sociétés.

Il ne s'agit donc pas pour nous de s'opposer à la mondialisation, aux échanges marchands et à la croissance en soi, mais de rappeler qu'il y a des pratiques et des logiques économiques et financières qui engendrent la pauvreté et la précarité des uns pour que s'enrichisse une minorité dominante ; qui subordonnent les systèmes techniques et scientifiques et génèrent un mode d'exploitation des ressources biologiques pour le moins inquiétant.

Notre travail en coopération dans les différents continents, nous confronte durement avec ces phénomènes de précarisation, de paupérisation et de dégradation écologique ; mais il n'est ni facile d'analyser ces réalités mondiales, ni possible d'avoir vraiment prise sur elles. En revanche, plus positivement, notre travail nous confronte aux réactions et aux expérimentations que les gens tentent d'opposer pour survivre et vivre différemment.

C'est ainsi que des sociétés inventent des "sous-systèmes réactifs" au libéralisme ou, selon l'expression de Philippe Haëriinger, chercheur de l'Orstom, des "économies inversées". Il ne s'agit pas d'idéaliser ces inventions, ni d'en faire immédiatement des spécificités culturelles, mais de les considérer comme des phénomènes profonds dont nous ignorons dans l'ensemble, trop souvent, les tenants et les aboutissants. L'ignorance qui résulte, selon nous, d'une position qui surestime l'importance des différentes aides extérieures et d'un regard qui ne veut ni ne sait se renouveler.

Or, certaines évolutions lourdes dessinent un panorama qui devrait bousculer nos références.

⊗ Ainsi, la libéralisation des économies appliquée depuis la fin des années 80 en Amérique latine génère, après la "décennie perdue", une reprise qui cependant ne cache pas :

- ⊗ L'impact négatif des politiques d'ajustement sur les populations économiquement les plus faibles.
- ⊗ La persistance des problèmes d'inégalité structurelle de distribution des revenus et d'accès aux ressources qui sont au cœur des crises urbaines.
- ⊗ La désorganisation institutionnelle de pans entiers des appareils d'État.

La croissance économique s'accompagne généralement d'une aggravation de la pauvreté en milieu rural.

La croissance économique s'accompagne généralement d'une aggravation de la pauvreté en milieu rural. Les gouvernements ont abandonné tout appui direct à l'agriculture : élimination des banques de développement, des programmes de recherche et de vulgarisation agricole, suppression de toute forme de subventions ou de garanties. Les surfaces en cultures alimentaires traditionnelles se réduisent au profit des cultures d'exportation, et l'élevage s'étend au détriment de la forêt. Les facteurs de production se concentrent davantage et l'éventail des niveaux techniques et de productivité s'élargit. La part d'aliments importés ne cesse de croître. La capacité de production de la petite agriculture paysanne n'est plus prise en compte dans le fonctionnement de la plupart des pays d'Amérique latine. Elle est devenue l'un des secteurs d'application prioritaire des programmes de compensation sociale. Pourtant, la petite paysannerie, qui représente selon les États 20 à 30% de la population totale, a un rôle d'acteur socio-économique à part entière à tenir. Le rétablissement des conditions d'un développement économique de l'agriculture paysanne constitue une option prioritaire de lutte contre la pauvreté.

Autre exemple, en ce qui concerne l'Afrique :

Une urbanisation croissante et rapide : 30 villes dépasseront le million d'habitants d'ici 25 ans. Le doublement de la population urbaine est probable d'ici 30 ans et plus seulement par le phénomène de l'exode rural.

Un rôle de plus en plus déterminant des villes dans l'activité économique nationale et régionale. Alors qu'elles concentraient 38% du produit régional brut en 1960, elles en concentrent 66% en 1990. Les marchés urbains tendent à devenir les leviers et les moteurs de l'intensification agricole et de la dynamique des filières.

Un patrimoine immobilier privé considérable (estimé à 150 milliards de \$ en Afrique de l'Ouest), fruit des 30 ans d'investissement dans la construction de toute une population.

Un secteur qualifié abusivement d'informel, si l'on tient compte de ses liens étroits avec l'État et le secteur formel, qui occupe une part dominante de l'activité commerciale, de services et parfois productive. Le grand marché de Cotonou (Bénin) brasserait, selon une étude de l'Agence française de développement, un chiffre d'affaires annuel de 910 millions de FF, soit environ deux fois et demi l'aide publique française au Bénin (380 MFF par an, tout compris, en moyenne sur les six dernières années).

Des sociétés, poursuivant leur organisation et leur structuration en combinant différentes formes et normes de pouvoir qui bousculent les notions de traditionnel et de moderne.

Ces "réactions" ne doivent pas s'interpréter hâtivement comme des stratégies de résistance, de déconnexion ou au contraire d'intégration. Elles affirment d'abord une vitalité sociale et économique. Elles constituent ensuite, sinon un modèle alternatif, du moins des formes d'activités non conformes au modèle libéral. Ces "économies réactives et inverties" mériteraient un renouvellement d'attention et d'analyse, d'autant plus que nos propres interventions sont loin d'avoir pris en compte leur réalité et leur portée.

Une première façon de commencer à le faire, consiste à postuler une certaine convergence entre les solutions expérimentées par ces "systèmes réactifs" et celles des initiatives de lutte contre l'exclusion en France et en Europe. Une telle convergence permet de poser deux thématiques en mesure de structurer notre projet commun.

Des formes d'activités non conformes au modèle libéral apparaissent.

Dans le tryptique économique, social et politique, une priorité accordée au social renouvelle la construction de systèmes économiques

Les dynamiques sociales sont particulièrement sollicitées dans des contextes d'absence ou d'impuissance des pouvoirs publics qui deviennent alors favorables au renforcement de l'implication directe des populations dans les politiques sociales et économiques. Mais le recours à ces solidarités pour prendre en charge les carences publiques, ne doit pas pour autant être considéré comme la panacée. Elles risquent de justifier une substitution à l'État qui lui évite de jouer son rôle de garant de l'intérêt commun et de l'équité : ce dont les élites ne peuvent que se réjouir en continuant d'utiliser leur profit, les ressources publiques. Elles risquent également d'idéaliser des valeurs égalitaires alors que tous les groupes de population sont traversés de conflits et de rapports de pouvoir qui ne garantissent pas a priori des pratiques équitables et démocratiques.

Entre le tout-État, dont on connaît les possibles issues, et le pouvoir populaire ou communautaire, qui a ses propres dérives, il est une voie moyenne qui affirme le besoin d'un État et qui recherche la collaboration et le partage des rôles entre l'État, les pouvoirs locaux (élus et/ou administratifs) et les populations organisées.

Cette collaboration nécessite tout un savoir-faire de négociation, de médiation, auquel chaque groupe d'acteurs doit contribuer mais qui peut aussi justifier le recours à des organisations intermédiaires agissant comme des professionnels en appui aux uns et aux autres.

Outre le recours aux dynamiques sociales, nous observons également la déconcentration des services de l'État pour les rapprocher des usagers et l'élection des responsables locaux. Il s'agit là de mesures favorables à une meilleure prise en compte des besoins des populations. Mais ce n'est pas suffisant. Des politiques de décentralisation peuvent reproduire localement les mêmes pratiques de centralisme, de népotisme, de clientélisme et de contrôle que celles appliquées à la société globale.

La responsabilisation des citoyens et leur engagement dans la prise en charge des activités, passent par une aptitude des pouvoirs publics à négocier la gestion directe de ces activités avec les gens qui sont prêts à affirmer leur volonté et leurs capacités à assumer ce mandat.

Entre le tout-État et le pouvoir populaire ou communautaire, qui ont leurs propres dérives, il est une voie moyenne.

C'est ainsi que sont gérés des dispensaires, des écoles, des caisses de crédit, des filières agricoles, des marchés, des bornes fontaines, des quartiers entiers même, dans les différentes parties du monde. C'est ainsi que fonctionnent en France, par exemple, des services de maintenance des habitats collectifs et de nombreuses associations de loisirs ou d'action sociale.

Si nous encourageons fortement les initiatives privées et les solidarités locales, nous encourageons autant leur articulation avec les collectivités locales et l'État dont la déresponsabilisation crée un frein au développement local.

À l'heure où il devient plus facile et plus valorisé de communiquer avec la terre entière que de parler à son voisin, ces INITIATIVES locales permettent de rééquilibrer cette tendance, de parler de recomposition du lien social et de nouvelles formes de solidarité. Tout en reflétant les rapports de pouvoir, elles constituent souvent de nouveaux enjeux qui peuvent conforter ou modifier ces rapports de pouvoir. Elles mettent en oeuvre tout ce qui constitue la richesse immatérielle d'une société : ses valeurs, ses représentations, ses modes d'organisation, ses codes de relation, ses normes de pouvoir, ses règles d'arbitrage, etc. Cependant, si ces initiatives relèvent du "social", elles n'en sont pas moins d'une part, politiques (nous avons insisté sur l'articulation de ces initiatives avec les pouvoirs publics) et d'autre part, économiques.

Stop à la prédominance de l'économie !

Face à la prédominance de l'économie sur le social et le politique, nous pensons qu'il faut inverser cette priorité pour retrouver un contrôle du politique sur l'économie et un contrôle du social sur le politique. Plus précisément, pour ce qui est du premier thème, nous pensons qu'une priorité accordée au social, articulée au politique, produit des "sous-systèmes économiques réactifs" à une échelle suffisamment significative pour constituer des bases d'expérimentation et de réflexion sur des alternatives au système libéral.

Le fait que le social n'est pas seulement une toile de fond explicative mais un élément constitutif de l'économie, ou dit autrement le fait que les liens sociaux ont une efficacité économique, nous est confirmé par les résultats d'une récente recherche sur l'approvisionnement en riz du Sénégal et de la Gambie².

Elle se conclut en effet pour partie ainsi : "Le marché est loin de se substituer aux autres formes d'organisation des sociétés marchandes ouest-africaines. Ce sont au contraire ces formes d'organisation qui, pour l'instant, marquent le marché de leur empreinte. L'approche anthropologique des réseaux marchands éclaire la logique sous-jacente au fonctionnement des marchés ouest-africains à partir des règles et des conventions qui régissent leur organisation. (...) Dans le cas ouest-africain, ces organisations ou ces réseaux s'appuient, pour assurer leur reproduction, sur des règles ou des conventions qu'ils puisent, non pas en eux-mêmes, mais dans des systèmes de référence collectifs, sociaux, religieux, politiques, familiaux, etc. communs aux aires culturelles auxquelles ils appartiennent. Enfin, c'est la capacité de coordination des organisations entre elles, c'est-à-dire d'entente entre patrons de réseaux, qui permet un certain type de régulation des marchés, donc un certain mode de formation des prix".

En France, toute une réflexion basée également sur de l'expérimentation (services de proximité, entreprises d'insertion, régies de quartier, partage du temps de travail, tutorat d'entreprise, etc.) s'est engagée sur la question du travail pour rechercher une "sortie par le haut" (opposée à l'exclusion et à la précarité) à la fin du plein emploi et à la crise des politiques d'assistance.

Cette réflexion prend en compte : des besoins sociaux non satisfaits par la logique marchande ; la correspondance qui existe entre motivation au travail et productivité ; l'importance du comportemental et du réseau relationnel dans la reconquête d'une aptitude au travail pour les chômeurs de longue durée ; l'intérêt de la recherche d'autonomie, de reconnaissance, de valorisation par le travail. Un tel courant de recherche/action représente des emplois, un certain chiffre d'affaires, une alternative reconnue, une économie. Il se retrouve autour de la notion "d'économie sociale" qui décrit bien la puissance de renouvellement en terme d'emplois, contenu dans cet enchaînement du social et de l'économique.

Cet enchaînement est déjà à l'oeuvre dans les autres continents où nous travaillons, de façon significative et efficace. C'est le premier thème structurant de notre projet commun.

Retrouver un contrôle du politique sur l'économie et un contrôle du social sur le politique.

Nous encourageons fortement les initiatives privées et les solidarités locales.

² A. Lambert et J. Egg / Cahiers des sciences humaines de l'Orstom / 1994

La priorité accordée au social renouvellement également le contrôle sur le politique

Partons d'un exemple concret. Le Bénin a ouvert la voie de la démocratisation des États africains en adoptant une nouvelle Constitution qui met à la tête de l'État un président élu au suffrage universel. Ce président nomme le chef de la circonscription urbaine de Cotonou, capitale du pays, composée de plusieurs communes (avec des maires élus), elles-mêmes divisées en quartiers (avec des chefs de quartier élus). Quand les femmes, qui composent l'association des vendeuses du marché de tel quartier de Cotonou, se battent contre les dirigeants de l'association locale de développement, soutenus par le chef de quartier et le maire, et contre le chef de la circonscription urbaine, pour faire reconnaître leur capacité à gérer le nouveau marché financé par la Communauté européenne (grâce à leur mobilisation acharnée), elles posent à la fois un problème de survie et de principe : un bien public peut-il être géré par un groupe privé ?

Entre démocratie représentative et démocratie directe, il y a place pour de nouvelles formes organisées de représentation, de délibération et de participation...

L'organisation qui les a soutenues et qui a contribué à l'obtention du financement européen, a considéré que les vendeuses, qui avaient pris en charge la réfection du marché face à l'absence de réponse des autorités publiques, devaient avoir la responsabilité de sa gestion (attribution des places, prélèvement des taxes, entretien, etc.). D'ailleurs au début, le chef de la circonscription urbaine l'avait approuvé par écrit. Les uns et les autres étaient en faveur de cette forme de démocratie directe.

Quand l'association de développement, constituée entre temps pour "défendre les intérêts du quartier", s'est élevée contre cette décision, elle a obtenu l'appui des autorités issues de la démocratie représentative (le chef de quartier, le maire et même le chef de la circonscription urbaine qui est revenu sur son accord).

La démocratie directe n'avait pas pris en compte la diversité des intérêts en présence, tant à l'échelle du quartier que dans la relation avec le reste de la ville. Elle s'était substituée à la décision des représentants qui l'avaient en l'occurrence avalisée pour ne pas "faire de vagues" et obtenir le financement du bailleur qui paraissait plutôt en faveur de cette solution. "Mais on verrait plus tard, quand le marché serait construit !". La démocratie représentative avait donc failli à sa mission, d'abord en ne prenant pas en compte pendant de nombreuses années la demande des vendeuses, ensuite en ne posant pas le problème de l'intérêt général et en ne menant pas les négociations

nécessaires, enfin en ne mandatant pas l'association de façon restrictive mais contractuelle pour la gestion du marché.

Les limites de l'une et l'autre forme de démocratie, illustrées par cet exemple résumé de façon réductrice, montrent qu'entre le monopole de la décision par les dirigeants (élus ou gouvernementaux) et la volonté des citoyens de participer aux décisions les concernant directement, il y a place pour de nouvelles formes organisées de représentation, de délibération et de participation.

Lorsque citoyens et politiques se rencontrent

Un professeur de l'Université de Montpellier, Dominique Rousseau, parle de démocratie continue pour expliquer que l'élection reste nécessaire mais ne constitue plus un lien suffisant entre la société et ses représentants : "La démocratie continue transforme et élargit l'espace de la participation populaire en inventant des formes particulières qui permettent à l'opinion d'exercer un travail politique : le contrôle continu et effectif, en dehors des moments électoraux, de l'action des gouvernants". Ce contrôle, selon nous, peut inclure la prise en charge, de façon négociée et contractuelle, de certaines fonctions théoriquement dévolues aux services publics.

... comme la démocratie continue.

C'est ce que veulent obtenir les vendeuses de Cotonou au nom de leur métier et de leur mobilisation pour la défense du marché ; c'est ce que font par exemple en France, les associations dites "régies de quartier", quand elle négocient avec l'État, les communes et les offices d'habitat social, la responsabilité de l'entretien des immeubles et des lieux publics laissés quasiment à l'abandon dans certaines cités.

Il ne s'agit donc plus d'opposer la construction de l'État de droit et de la démocratie par "le haut" : des élus, des lois, le pluralisme, la séparation des pouvoirs, etc. à celle par "le bas" : des populations qui peuvent s'organiser et défendre leurs intérêts, qui contrôlent les dirigeants, qui participent au développement de la société comme acteurs à part entière. Il s'agit de travailler le point de rencontre entre ces deux dynamiques. Tel est le second thème structurant de notre projet commun.

Sans entrer dans le détail de formulations opérationnelles, qui resteraient à préciser dans un second temps, nous souhaitons terminer ce manifeste en traduisant les différents points de vue exprimés sous forme de principes actifs :

- Nous privilégions une approche par le territoire et les acteurs (développement local), pour analyser les "arènes politiques locales" et travailler la construction de rapports de force favorables aux groupes sociaux locaux.
- Nous accordons toute l'importance nécessaire aux processus favorisant les capacités d'organisation et de décision des populations et nous négocions dans les financements des opérations de développement, les moyens nécessaires à la mise en oeuvre de ces processus.
- Nous nous méfions de toutes les pratiques de substitution à la prise directe de responsabilité par les acteurs locaux.
- Nous expérimentons à l'échelle locale des solutions en cherchant une validation socio-économique et politique, qui permette la reproduction et le passage progressif à d'autres échelles.
- Nous nous préoccupons des savoir-faire et des attitudes pédagogiques sachant intégrer les fonctions d'information et de formation sur des bases de réciprocité.
- Nous nous positionnons comme des "praticiens-chercheurs", soucieux d'un dialogue et d'une collaboration avec les institutions de recherche, dont nous reconnaissons la logique de travail, mais que nous aimerions trouver plus ouvertes à la confrontation avec nous, comme le sont certains spécialistes de sciences humaines.

● Sans parler d'analogie entre le "Nord" et le "Sud", nous sommes convaincus que nos expériences de développement sont riches d'enseignement pour un ré-investissement dans les problématiques de lutte contre l'exclusion en Europe.

- Tout en reconnaissant les spécificités de l'action humanitaire et en nous associant à ceux qui dénoncent ses dérives, notamment en matière de substitution aux décisions politiques, nous recherchons le rééquilibrage des actions d'urgence par des actions de développement.
 - Nous sommes souvent confrontés aux contradictions fréquentes entre logiques de migration et logiques de développement. De ce fait, les discours simplistes des uns et des autres suscitent notre vigilance et nous entendons affronter la complexité des questions d'immigration.
 - Sur tous ces axes, nous cherchons à faire entendre nos expériences et nos points de vue, pour innover en matière de stratégie de développement et convaincre les décideurs publics du bien-fondé de nos positions.
- Ces réflexions et ces principes d'action sont évidemment déjà à l'oeuvre, pour partie, dans les opérations conduites par les différents membres du Groupe Initiatives et par d'autres ; nous ne prétendons à aucun monopole, ni aucune démarcation spécifique qui nous empêcheraient de négocier des convergences et des alliances.
- Nous parlons de manifeste et de projet commun parce que nous sommes conscients de nos limites actuelles et convaincus du besoin de faire évoluer nos pratiques et nos métiers en fonction des réalités et des conjonctures changeantes.
- Pour ce faire, nous faisons l'hypothèse que nous progresserons mieux ensemble que séparément et que nous pouvons dépasser nos différences et notre concurrence en nous fixant des défis communs et des enjeux partagés. Nous faisons également l'hypothèse que ces idées qui nous réunissent, n'étant pas partagées par tous, seront mieux défendues avec des "initiatives groupées".

Comment mettre en oeuvre des services durables aux populations ?
 Comment construire et pérenniser des dispositifs d'appui qui sachent répondre à la demande ? Comment permettre aux différents acteurs du développement local de trouver les façons de travailler entre eux ?
 Comment appuyer, sans les étouffer, des organisations locales ou des opérateurs techniques ?

Loin de l'image idyllique d'un développement consensuel, les opérations de développement suscitent des jeux d'acteurs complexes qu'il faut savoir comprendre et prendre en compte.

Au service des intervenants de développement, la série Transverses, éditée par le Groupe Initiatives, souhaite être un lieu de débat théorique, stratégique et méthodologique sur ces questions, de façon transversale aux différents champs d'intervention. Elle recueille des documents de travail, issus de littérature grise, de capitalisation d'expérience ou de recherche, qui offrent un intérêt particulier en terme de démarches d'intervention, sur les plans de la stratégie et des méthodes.

Les numéros de Transverses sont diffusés via le site internet du GRET : www.gret.org

- Transverses n° 1
 Création, appui, renforcement d'opérateurs intermédiaires.
 Synthèse du séminaire interne du GRET sur les opérateurs intermédiaires.
 Par Philippe Lavigne Delville - GRET (déc. 97) - 15 p.
- Transverses n° 2
 Dispositifs d'appui aux petites entreprises en Afrique. Évolution historique et défis actuels.
 Par Michel Borzung - GRET (avril 98) - 15 p.
- Transverses n° 3
 Institutionnalisation des réseaux d'épargne-crédit : une construction sociale à concevoir. Études de cas en Guinée et au Bénin.
 Par François Doligez - IRAM (janvier 99) - 15 p.
- Transverses n° 4
 Stratégies et instruments du développement à l'échelle locale. Examen comparatif à partir du cas burkinabé.
 Par Patrick Freudiger, J-Pierre Jacob et J-David Naudet (février 99) - 24 p.
- Transverses n° 5
 Comment allier efficacité technico-économique et efficacité sociale ? Enseignements d'un projet en santé animale au Cambodge.
 Par Diane Intartaglia - VSF (juillet 99) - 23 p.
- Transverses n° 6
 Renégocier les règles collectives en irrigation. Autour de l'intervention du CICDA à Urcuqui (Équateur).
 Par Frédéric Appolin, Xavier Peyrache - CICDA, et Philippe Lavigne Delville - GRET (juillet 99) - 39 p.



Groupe Initiatives
30, rue Sainte-Hélène - 69002 Lyon
Tél. : 04.72.77.87.50 - Fax : 04.72.41.99.88
Email : gi@globenet.org

**CICDA - Centre international de coopération
pour le développement agricole**
67, rue Robespierre - 93100 Montreuil Sous Bois
Tél. : 01.48.51.69.90 - Fax : 01.48.51.52.73 - Email : cicda@filnet.fr

**CIEPAC - Centre international pour l'éducation permanente
et l'aménagement concerté**
Atrium 45 - 663, avenue de la Pompignane - 34170 Castelnau le Lez
Tél. : 04.67.79.60.11 - Fax : 04.67.72.99.76 - Email : ciepac@scitel.fr

**GRDR - Groupe de recherche et de réalisation
pour le développement rural dans le tiers-monde**
20, rue Voltaire - 93100 Montreuil Sous Bois
Tél. : 01.48.57.75.80 - Fax : 01.48.57.59.75 - Email : grdr@wanadoo.fr

GRET - Groupe de recherche et d'échanges technologiques
213, rue Lafayette - 75010 Paris
Tél. : 01.40.05.61.61 - Fax : 01.40.05.61.10
Email : gret@gret.org - Site internet : www.gret.org

**IRAM - Institut de recherches et d'application
des méthodes de développement**
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01.44.08.67.67 - Fax : 01.43.31.66.31
Email : iram@iram-fr.org - Site internet : www.globenet.org/iram

RAFOD - Réseau d'appui aux actions et formations pour le développement
30, rue Sainte-Hélène - 69002 Lyon
Tél. : 04.72.77.87.50 - Fax : 04.72.41.99.88 - Email : rafod@globenet.org

VSF - Vétérinaires sans frontières
14, avenue Bertheiot - 69361 Lyon Cedex 07
Tél. : 04.78.69.79.59 - Fax : 04.78.69.79.56
Email : vsf@globenet.org - Site internet : www.vsf-france.org